

Partie I. La politisation de la technologie

Marx fut le premier à démasquer les intérêts cachés derrière les impératifs supposés techniques, prouvant que la technologie capitaliste s'accorde parfaitement avec une société aliénée dirigée par le haut. Le premier chapitre de cette section reconnaît la contribution de Marx, mais suggère qu'il manque à sa critique une politique de la technologie socialiste. Il s'agit là d'une profonde contradiction: dans sa critique du capitalisme, le marxisme prouve que la politique et la technologie sont inextricablement liées, mais son ébauche du socialisme n'en tient pas compte. On peut trouver chez Marx des éléments théoriques à l'appui de la politisation de la technologie, mais celle-ci n'a pas attiré beaucoup d'attention avant la fin des années soixante et le début des années soixante-dix. À un moment décisif de l'intérêt public pour la technologie, deux mouvements sociaux majeurs défièrent les approches traditionnelles, le mouvement étudiant et le mouvement écologiste. Dans un deuxième chapitre je parlerai du moment culminant dans le mouvement étudiant, à Paris en 1968. Les thèmes antitechnocratiques ont joué un rôle central lorsque que les étudiants français revendiquèrent le droit de définir le progrès en leurs propres termes. C'est précisément ce que le mouvement écologiste commença à exiger aussi, en termes beaucoup plus concrets que ne l'avait fait les critiques précédentes de la technologie. Un troisième chapitre présente l'apparition de l'alternative technologique dans le mouvement écologiste dans le premier débat entre Paul Ehrlich et Barry Commoner. La question encore actuelle qui les oppose est de savoir si la technologie moderne peut évoluer de façon favorable à l'environnement, ou si nous devons retourner à des conditions plus primitives pour sauver la planète. Avec ces mouvements, la question théorique du déterminisme technologique est devenue la question pratique des limites de l'action politique dans les sociétés modernes.

Technologie et transition

Perspectives Marxistes sur le Travail et la Technologie

Technologie et pouvoir

Considéré comme théorie critique de la modernité, le marxisme soutient qu'il peut y avoir au moins deux civilisations technologiques différentes basées sur des voies différentes du développement technique. Le point de départ d'une nouvelle voie ne se trouve pas dans les fantaisies utopiques, dans l'éthique, l'idéologie ou l'appartenance ethnique, mais dans le dépassement du différentiel de pouvoir entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent dans le fonctionnement des systèmes techniques. Ce différentiel de pouvoir, organisé et capitalisé par une variété d'institutions, est l'une des fondements de la civilisation technologique actuelle. Puisque le lieu du contrôle technique influence le développement technologique, de nouvelles formes de contrôle par la base pourraient réorienter le développement dans une voie originale.

Marx fut le premier à proposer cette idée, en affirmant qu'une économie contrôlée par les travailleurs serait en mesure de remodeler la technologie de façon à utiliser des niveaux élevés de compétence dans la production. Il croyait que de profonds changements dans l'éducation, la politique et la vie sociale découleraient de la requalification de la main d'oeuvre. Bien que les régimes communistes eussent remis cet espoir à un avenir de plus en plus lointain, les théoriciens de l'autogestion ont longtemps préconisé que les entreprises sous contrôle ouvrier dirigent leur propre développement technique pour avoir la possibilité d'initier des changements technologiques radicaux.

Ce chapitre explore les déclarations souvent contradictoires du marxisme sur la technologie afin de présenter les questions fondamentales auxquelles est toujours confrontée la critique radicale aujourd'hui. Dans des chapitres ultérieurs nous verrons que les confusions et les hésitations significatives du marxisme ont été par la suite surmontées par la nouvelle gauche et résolues théoriquement dans les théories critiques de la technologie.

Exploitation ou domination

Marx a créé le marxisme en reliant une critique philosophique de l'aliénation aux aspirations du mouvement ouvrier. La critique visait l'asservissement des êtres humains à la machine dans la civilisation industrielle moderne. Les aspirations des travailleurs à la démocratie et la justice économique paraissaient tout à fait modestes comparées à cette attaque spéculative contre l'industrialisme lui-même. Cependant, étant donné l'opposition des régimes conservateurs même à leurs revendications les plus élémentaires, on pouvait croire que la recherche des travailleurs d'une vie meilleure nécessitait un changement civilisationnel général.

Vers la fin du 19^{ème} siècle, juste au moment où ils devenaient une force historique significative, les partis socialistes en expansion réinterprétèrent ce lien comme ordre de succession temporelle. Ils insistèrent sur des réformes à court terme en reportant des changements plus significatifs à un avenir lointain. Bien sûr, ils pensaient toujours

avoir un rôle dans la transformation civilisationnelle prévue par Marx, mais ils affirmèrent que la meilleure manière de lancer le processus était de chercher à atteindre les objectifs fondamentaux du mouvement ouvrier.

Les socialistes utilisèrent les moyens à leur disposition pour accéder au pouvoir ou d'y rester, en supposant que l'expansion de l'influence politique de la classe ouvrière était la clef qui ouvrirait la porte à l'avenir. Généralement, il s'agissait d'imiter à la "socialiste" les méthodes capitalistes plutôt que de rechercher une nouvelle organisation de la vie sociale. L'exception majeure à cette règle était la planification économique, une invention sociale remarquable, mais qui était incapable de résoudre les dilemmes caractéristiques de la civilisation capitaliste tels que l'opposition entre l'individu et la société, le marché et la bureaucratie.

A mesure que le mouvement socialiste limitait ses ambitions, les interprètes du marxisme faisaient de même. Le Stalinisme aussi bien que la démocratie sociale héritèrent d'une théorie qui soulignait surtout les maux de la répartition inégale des richesses, aggravée par l'administration capitaliste non planifiée de l'économie. La critique de Marx de l'aliénation dans la société industrielle s'éclipsa, pour se confondre par la suite avec sa dénonciation morale du travail des enfants, des effets mutilants des machines sur les travailleurs, et de la misère du prolétariat. Après la deuxième guerre mondiale, la plupart des critiques sociaux acceptaient cette vue de Marx et ont rejeté sa critique de l'industrialisme comme n'ayant aucune pertinence pour les débats contemporains sur l'avenir des sociétés technologiquement avancées. Les problèmes dickensiens qui soi-disant préoccupaient Marx avaient été résolus et d'autres plus intéressants avaient surgi tels que la politique du savoir.

C'est, par exemple, la position de Daniel Bell, dont l'article datant de presque quarante ans, "Les deux voies de Marx," définit toujours l'horizon de la plupart des discussions sur le marxisme dans le courant dominant du monde universitaire et d'une certaine mesure dans son aile gauche. Sous cet horizon, les marxistes sont invités à montrer leur pertinence dans une société "post-industrielle" ou "postmoderne" qui n'est plus tourmentée par le conflit mortel entre la classe ouvrière et le capital. Cette nouvelle société, nous dit-on, est plus tentée que tourmentée par les contradictions culturelles subtiles qui émergent dans le contexte d'une machine économique fonctionnant sans à-coup. Cette position a tant d'influence qu'il vaut la peine de reconsidérer la thèse de l'article de Bell afin d'établir l'utilité d'un nouveau regard sur la critique de l'industrialisme de Marx et de ses propositions pour remédier à ses maux.

Bell affirme que dans ses écrits ultérieurs Marx est passé d'une première préoccupation humanitaire avec l'aliénation du travail à des analyses stériles de l'exploitation économique. "L'aliénation, conçue par Marx au départ comme un processus qui faisait perdre à l'individu sa capacité de s'exprimer dans son travail, est maintenant vue comme exploitation, ou comme l'appropriation du produit excédentaire du travailleur par le capitaliste" (Bell, 1962: 362). Cette perspective limitée a égaré le mouvement socialiste à croire que renverser les relations de la propriété associées au capitalisme résoudrait automatiquement tous les autres problèmes des travailleurs, y compris l'oppression au travail et dans la société en général. "La pensée marxiste... [s'est développée] le long d'une route, la route étroite d'une conception économique primitive de l'homme, de la propriété et de l'exploitation, alors qu'une autre route, qui

aurait pu mener à de nouvelles conceptions humanitaires du travail et de la classe ouvrière, resta inexplorée " (Bell, 1962: 386-387).

La thèse de Bell dépend de ce que *le Capital*, le travail majeur de la maturité de Marx, ne contienne pas de discussion sérieuse sur l'aliénation au sens marxien, définie comme la perte du travailleur du contrôle sur les conditions et les produits de son travail. Ainsi Bell affirme que "dans *le Capital*, en dehors de références littéraires à la déshumanisation et la fragmentation du travail, Marx a glissé sur cet aspect initial du problème " (Bell, 1962 : 367). Il est ironique de constater qu'à ce propos, Bell anticipe le marxisme structuraliste. Dans les deux cas, on utilise la juxtaposition du jeune et du vieux Marx pour prouver que le marxisme à proprement parler, c'est-à-dire sans compter les quelques textes de jeunesse d'intérêt purement biographique, s'intéresse au changement économique plutôt qu'à la liberté humaine.

Chose étonnante, l'analyse de Marx du processus du travail capitaliste, dont Bell et Althusser ignorent entièrement la signification, est d'un grand intérêt pour les discussions contemporaines de l'impact social de la technologie. Marx parle même de phénomènes caractéristiques que les critiques de la société post-industrielle identifient comme la Némésis de la liberté: l'organisation scientifique de la production et de l'administration, la déqualification de la main-d'oeuvre, et par conséquent sa subordination aux systèmes mécaniques et bureaucratiques qui organisent les efforts communs. En fait *le Capital* fut la première tentative systématique pour réaliser le programme de Bell lui-même pour une théorie sociale moderne libérée des fureurs idéologiques du marxisme: "Afin de pouvoir parler de façon significative de la perte de soi, de la signification de la responsabilité dans la vie moderne, il faut recommencer par s'adresser à des problèmes concrets, dont le plus important est la nature du processus du travail lui-même, la source initiale de l'aliénation " (Bell, 1962: 387).

Théorie du processus du travail

L'attaque de Bell contre le marxisme anticipe les thèmes du renouvellement du marxisme dans les années soixante-dix. Ce fut Harry Braverman (1974) qui proposa les arguments les plus convaincants pour soutenir que le travail mûr de Marx contient non seulement une mais deux critiques du capitalisme qui sont liées. J'appellerai ces deux critiques l'une la théorie de la propriété et l'autre la théorie du processus du travail, l'une basée sur une analyse économique du capitalisme et l'autre sur une sociologie de ses formes d'organisation. Braverman aborda cette dernière en montrant que *le Capital* et les *Grundrisse* contiennent une critique raffinée du processus du travail que l'on ignore presque totalement pendant des générations.^[1] Quels que soient ses défauts, le célèbre livre de Braverman, *Travail et capitalisme de monopole*, changea à jamais notre vue de Marx.

Braverman et ceux qui ont contribué avec lui au développement de la théorie du processus de travail écrivaient à l'ombre des nouveaux mouvements sociaux de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix. Ces mouvements étaient imbus d'une idéologie anti-technocratique, exemplifiée par la critique de Herbert Marcuse de *L'homme unidimensionnel*. On défia de nouveau la civilisation industrielle dans sa totalité; il ne s'agissait plus d'une simple critique visant son incapacité de réaliser ses propres idéaux de prospérité et d'égalité. De nouveaux modèles de pensée anti-utopique remplacèrent les vieilles théories de classe, rappelant aux théoriciens marxistes tels que

Braverman l'importance de la domination et de l'aliénation, longtemps négligées en faveur d'une attention exclusive à l'exploitation et à la crise économique. La revendication renouvelée d'un changement civilisationnel rendit possible la découverte de la dimension "cachée" du marxisme.

Bien qu'ils rejettent beaucoup d'aspects de la nouvelle gauche, ces marxistes tentèrent de la convaincre de l'importance continue de la notion de classe en attirant l'attention sur la politique de la division du travail. La discussion passa de la répartition inégale de la richesse au problème correspondant de la répartition injuste du pouvoir sur le lieu de travail. Ce changement, qui semblait tout à fait audacieux au début, s'est avéré avoir une abondance de bases textuelles chez Marx. Dans l'analyse de Marx, le continuum de revenus masque une grande discontinuité du pouvoir: la richesse personnelle du capitaliste individuel est inextricablement liée au "divorce" des travailleurs des moyens de production, donc également à leur subordination dans le processus du travail aux propriétaires de la richesse (Marx, 1973: 823).

Selon cette interprétation, Marx était un critique d'avant la lettre de la technocratie. En renouvelant sa critique radicale de l'aliénation, le marxisme fut capable de participer à la discussion des nouveaux types de luttes ouvrières qui se produisaient aux Etats-Unis, en Europe et en Chine vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. Ces luttes, qui visaient l'organisation du travail et de la gestion, la distribution du pouvoir dans la société, et les processus d'innovation, sont toujours des points de référence chaque fois qu'il est question de résister au modèle autoritaire actuel de l'industrialisme.

Les théoriciens du processus du travail décrivent l'essence de l'organisation capitaliste du travail comme "déqualifiant," c'est-à-dire la destruction du travail autonome artisanal. Le but du capitalisme, comme l'expliqua un des premiers théoriciens de la gestion, Andrew Ure, est de réduire les tâches à des routines mécaniques qui s'apprennent rapidement. Bien que l'on introduise la déqualification pour réduire les coûts de la main-d'oeuvre, son impact n'est pas simplement économique, mais aussi politique. C'est un des processus qui fournissent une base à la domination capitaliste sur le lieu de travail et dans la société entière.

Précisément dans la mesure où la division du travail capitaliste limite l'horizon intellectuel associé à chaque travail, le capital lui-même se constitue en tant que "sujet" de la production. Le capitaliste occupe une nouvelle position dans la division du travail, le poste du capital, qui apparaît comme la source et l'unité véritables de ce processus de la production. L'incapacité culturelle des travailleurs, leur incapacité de comprendre et de maîtriser la production à partir de leur expérience limitée, devient ainsi la fondation solide sur laquelle la domination du capital se construit.

L'artisan possédait les connaissances nécessaires à son travail en tant que capacité subjective, mais la mécanisation transforme ces connaissances en pouvoir objectif détenu par d'autres. Ainsi dans l'industrie de la machine la subordination du travailleur aux conditions de travail n'est nullement accidentelle ou externe mais elle est devenue une conséquence inévitable de l'utilisation de la technologie. Ici l'organisation spécifiquement capitaliste du processus du travail "acquiert pour la première fois la réalité technique et palpable" et "le travailleur devient une simple appendice d'une condition matérielle de production déjà existante" (Marx, 1906: I, 462, 421).

"La transformation des moyens de travail en machine n'est pas un moment accidentel du capital, mais c'est plutôt le remodelage historique des moyens traditionnels et hérités du travail en formes adaptées au capital. L'accumulation de la connaissance et des compétences, des forces productives générales du cerveau social, est ainsi absorbée dans le capital, par opposition au travail, et par conséquent apparaît en tant qu'attribut du capital. Avec les machines, les connaissances paraissent extérieures, externes à lui [le travailleur]; et le travail vivant apparaît comme subordonné au travail objectifié s'activant tout seul." (Marx, 1973: 694-695).

La division du travail capitaliste est le creuset où les capitalistes ainsi que les travailleurs se divisent en classes. Avec cette division du travail la classe capitaliste obtient un pouvoir discrétionnaire sur la production que j'appellerai son autonomie opérationnelle. En tant que représentant du travailleur collectif, le capitaliste s'autorise à faire réaliser des travaux à son profit personnel. Ce pouvoir discrétionnaire croît dans la mesure où petit-à-petit la nouvelle conception du travail augmente la dépendance de la population active.

Économiquement, le poste du capital apparaît comme une source extérieure de la plus-value rendue possible par le travail coopératif des individus fragmentés. Le statut hiérarchique du capitaliste s'agrandit encore davantage grâce à l'autorité qu'il détient au nom du groupe par le fait de coordonner ses activités, et de fournir aux membres du groupe des outils et de l'équipement. Le capitaliste acquiert l'autonomie opérationnelle pour reproduire sa position dominante par ces activités, qui en forment l'assise. Le travailleur collectif est ainsi une forme d'organisation sociale dans laquelle le tout domine les parties par l'activité de l'une de ces parties.

Ces considérations suggèrent une limite immanente à l'évolution capitaliste. La poursuite du progrès technique à un certain point ne pourrait-elle pas entrer en conflit avec la recherche de la domination de l'ouvrier? Que se produirait-il si la division du travail intellectuel et manuel sur laquelle le capital se fonde cessait de bien fonctionner et, d'une source de progrès se muait en obstacle à la prospérité? Marx croyait que ce point avait déjà été atteint à son époque. Avec l'apparition de la technologie de la machine, la vieille division du travail ne pouvait qu'augmenter les pertes et l'inefficacité (Marx, 1906: I, 461).

Les qualifications et les connaissances de la population active, l'infrastructure culturelle de la société, sont en contradiction avec l'infrastructure mécanique de la production. L'industrie moderne "par sa nature même... rend nécessaire la variation du travail, la variabilité de la fonction, la mobilité universelle du travailleur." La nouvelle technologie a fait surgir une nouvelle "loi" de la vie économique, qui exige "l'adaptabilité du travailleur aux travaux divers, par conséquent le plus grand développement possible de ses aptitudes diverses." Cependant, la nature même du capitalisme exige juste le contraire, une main-d'oeuvre ignorante et docile liée à des tâches hautement spécialisées. C'est "la contradiction absolue entre les nécessités techniques de l'industrie moderne, et le caractère social inhérent à la forme capitaliste" (Marx, 1906: I, 533-534).

Après un siècle de progrès industriel dans des conditions exclues par la théorie, la thèse de Marx semble moins convaincante aujourd'hui qu'à son époque. Cependant, elle constitue un progrès important dans la compréhension de la politique de la technologie,

que l'on a oublié au cours des débats sur cette extraordinaire affirmation de Marx d'avoir identifié une tendance fatale à la crise au sein du capitalisme.

Si la division du travail capitaliste dépend des conditions sociales, enracinée dans les problèmes de contrôle propres au capitalisme, alors elle pourrait être remplacée par une autre division du travail dans une société socialiste libérée de ces problèmes de contrôle. En effet, Marx propose que la technologie industrielle est systématiquement sous-optimisée dans un système où les travailleurs n'ont pas d'intérêts dans l'entreprise. Dans un tel système, on ne peut contrôler les travailleurs que si l'on les rend dépendants par la déqualification. Les tensions sociales diminueraient considérablement sous le socialisme. La discipline du travail externe "deviendrait superflue dans un système social où les travailleurs travaillent pour leur propre compte" (Marx, 1959: III, 83). Le développement des capacités humaines et celui de l'efficacité productive auraient un rapport dynamique et positif rendu possible par la disparition de la compétition entre la classe ouvrière et le capital pour le contrôle des ressources économiques de la société.

Ces hypothèses concernant le potentiel latent de la société industrielle actuelle sont intéressantes pour notre discussion. Ainsi là où Marx affirme que "l'industrie moderne, en effet, contraint la société, sous la peine de mort" à adopter une nouvelle division du travail, disons simplement que l'industrie moderne permet à la société: "de remplacer l'ouvrier de détail d'aujourd'hui, mutilé par la répétition perpétuelle de la même opération insignifiante, et ainsi le réduit à l'ombre d'un homme, par l'individu entièrement développé, apte à une variété de travaux, prêt à faire face à n'importe quel changement de production, et pour qui les différentes fonctions sociales qu'il exécute, ne sont qu'autant de façons d'élargir librement ses propres capacités naturelles et acquises" (Marx, 1906: I, 534).

Trois critiques de la technologie

La théorie marxiste traditionnelle du socialisme, qui est prédominante dans le monde communiste, fait appel à la théorie de la propriété capitaliste de Marx et ne prête aucune attention à ses remarques critiques sur le processus du travail et la technologie. Le marxisme traditionnel soutient que les "forces de production" n'ont qu'à se libérer des "rapports de production" capitalistes pour se développer d'une façon socialiste. La distinction fondamentale entre les forces et les rapports indiquent ainsi les limites entre les institutions capitalistes que le socialisme doit changer et les accomplissements universels de la race humaine qui doivent être préservés. Les partisans de cette position sont généralement des déterministes, qui soutiennent que le progrès technologique est apolitique, régi par des lois immanentes.

Selon la vue minoritaire, d'abord clairement formulée par Georg Lukács et reprise aujourd'hui dans la théorie du processus du travail, le mouvement écologiste marxiste, et la théorie critique, Marx n'était pas un déterministe technologique, mais classifiait les rapports techniques du travail aussi bien que les technologies comme des forces de production et montrait que tous les deux dépendaient d'intérêts sociaux (Miller, 1984: 188-195). Dans cette optique, le socialisme doit changer le mécanisme même de la production et non pas simplement sa gestion. Les théoriciens radicaux soulignent les aspects qualitatifs, tels que la nature et la direction du progrès, plutôt que les mesures quantitatives de développement telles que le nombre et la productivité des machines.

Il y a tant d'ambiguïtés dans les écrits de Marx sur la technologie que l'on peut y trouver de quoi soutenir les deux positions. Ces ambiguïtés sont dues à ses quelques tentatives de se défendre contre les accusations de romantisme par des descriptions instrumentalistes naïves de la technologie. Ainsi il limite soigneusement sa critique à la "mauvaise utilisation" des machines et estime que celui qui s'oppose à une critique si raisonnable "déclare implicitement son adversaire assez stupide pour s'opposer non pas à l'utilisation capitaliste des machines, mais aux machines elle-même" (Marx, 1906: I, 482).

On comprend pourquoi Marx ne souhaitait pas être vu du même oeil que l'infâme Nedd Ludd, mais la distinction entre l'utilisation et la technologie "en soi" ne peut pas le tirer d'embarras. En fait, il n'y a pas de technologie "en soi", puisque les technologies en tant que telles existent seulement dans le cadre d'une utilisation quelconque. C'est pourquoi l'on peut considérer chaque dimension significative de la technologie une "utilisation". Par exemple, des choses très différentes telles que la guerre, l'éclairage électrique et la chaîne de montage sont toutes des "utilisations" de la technologie mais dans des sens différents. Même le terme "machinerie" est ambigu et peut renvoyer à des technologies particulières utilisées dans tel ou tel but, ou à la technologie en tant que champ général ayant diverses possibilités dont chacune est une "utilisation."

Dire que la technologie "est mal utilisée" peut donc faire allusion à des problèmes aussi différents concernant 1) les objectifs que l'on veut atteindre par des technologies particulières, 2) les façons dont elles sont utilisées quelque soit l'objectif, et 3) la manière dont on se sert de principes techniques pour les construire. Il n'est pas facile de savoir quelle était la vue de Marx parce qu'il semble avoir tiré des éléments des trois perspectives sans faire de nette distinction entre elles (MacKenzie, 1984: 499-500). En choisissant ses références, qui sont parfois obscures de toute façon, on peut facilement construire le Marx qu'on souhaite trouver. J'examinerai brièvement ces positions diverses telles qu'elles apparaissent chez Marx ou qui lui sont attribuées, toutefois mon but est moins de produire une description des vues de Marx que d'arriver à une formulation persuasive d'une théorie critique de la technologie capable de s'adresser aux problèmes contemporains. Quelques aspects de la critique de Marx de la technologie peuvent contribuer à ce but.

Si Marx s'en était tenu uniquement à la première des trois positions décrites plus haut, sa critique aurait été une objection banale au gaspillage représenté par l'utilisation de la technologie pour des buts simplement privés. Marx se serait attaqué aux objectifs servis par la technologie sous le capitalisme, tout en approuvant les moyens.

J'appellerai ceci une critique des produits de la technologie parce qu'elle vise uniquement la valeur des produits pour lesquels on utilise la technologie sans considérer que la technologie "en soi" soit contaminée par son rôle en les produisant.

Quelques marxistes affirment qu'une telle critique est la seule compatible avec le matérialisme historique, selon lequel la technologie est censée être une force de la production, un élément de la base qui ne dépend pas des intérêts de classe. Cela ne représente certainement pas une description complète de la position de Marx, et repose sur une lecture tout-à-fait sélective des textes. Marx a fréquemment dénoncé les abus très répandus résultant de "l'emploi capitaliste des machines," comme la destruction du sol et de la santé des travailleurs.

Les problèmes provoqués par la technologie capitaliste ne sont pas simplement dus aux objectifs qui la gouvernent mais aussi à des facteurs tels que la durée de la journée de travail, les cadences, les équipements de sécurité insuffisants et le manque de formation, et ainsi de suite. Le processus de la production n'est pas simplement un moyen à une fin mais constitue l'environnement de la population active tout au long du jour ouvrable. Soumis aux conditions d'un pouvoir de classe, cet environnement devient une menace pour ceux qui doivent y vivre .

Cette théorie représente une deuxième dimension de la critique de Marx de la technologie. Bien qu'elle soit compatible avec une critique des produits, cette critique des processus ne décrit pas la technologie comme innocente mais affirme, au contraire, que les outils industriels sont une source constante de dangers. On ne peut les éviter que par l'étude scientifique et la planification humanitaire et rationnelle impartiale, qui ne soient pas orientées vers le pouvoir et le profit. J'appellerai la combinaison de ces deux premières théories la "critique des produits et des processus." Quoiqu'elle ne puisse pas expliquer toutes les remarques de Marx sur la technologie, elle représente une interprétation plausible de ses vues qui lui est régulièrement attribuée par des marxistes aussi bien que des non-marxistes

Le marxisme traditionnel peut accepter la critique des produits et des processus. S'il a raison, l'abolition de la forme capitaliste de la propriété, accompagnée de mesures de santé et de sécurité relativement simples, suffirait pour résoudre les problèmes principaux causés par la technologie. La théorie marxiste s'est généralement limitée à de telles propositions tout en prêchant la résignation aux effets d'aliénation de l'industrie de machine en attendant "la phase avancée" du communisme dans un avenir lointain.

Par exemple, *La lutte de classe* de Kautsky parle de la division capitaliste du travail et de la gestion autoritaire en termes généraux comme les conséquences du progrès technologique, et promet aux travailleurs une réduction du temps de travail sous le socialisme, mais aucune réforme de leur état d'ouvrier (Kautsky, 1971: 155-160). De même, le livre classique de Bebel, *La femme sous le socialisme*, traite en détail de la réforme de la production inutile, pénible et dangereuse, mais quand il en vient à discuter de l'innovation technologique il nous promet des avancées telles que l'automatisation de la cassure des pierres et la production artificielle de la nourriture (Bebel, 1904: 283-298). Ni Kautsky ni Bebel ne prévoient des changements fondamentaux dans la conception de la technologie de la production et du processus du travail. Les critiques du marxisme traditionnel, tels qu'Albrecht Wellmer, concluent donc parfois que Marx était "un positiviste latent," qui a cru au pouvoir rédempteur de la technologie pure.[\[2\]](#)

Cependant, ce n'est pas tout à fait la fin de l'histoire. Il y a des preuves abondantes dans la discussion de Marx sur la division du travail capitaliste qu'il est conscient de l'orientation de classe de la technologie elle-même. Les intérêts capitalistes contrôlent la conception même de la technologie selon la description de l'innovation de Marx, pas simplement le choix des fins ou la méthode d'application. Quoiqu'il ne la formule jamais explicitement, il y a ainsi une troisième critique chez Marx, qui est en fait la première "théorie critique" de la technologie. Selon cette critique de la conception technique, la technologie capitaliste est formée par la même orientation vers le pouvoir et

l'exploitation qui régit d'autres aspects de la production capitaliste, tels que la gestion (Gorz, 1978).

Cette approche semble contredire la distinction de Marx entre les "moments" techniques et sociaux de la production capitaliste, l'un concernant l'efficacité, l'autre la reproduction du pouvoir capitaliste. Marx utilise cette distinction conceptuelle pour prouver que les pires aspects du capitalisme, tels que la division du travail déshumanisante, ne découlent pas du critère d'efficacité mais de la reproduction du système. Par conséquent un système différent pourrait résoudre ces problèmes sans abandonner l'utilisation de la technologie moderne (Marx, 1906: 363).

L'interprétation instrumentaliste coutumière de la distinction de Marx soutient que les fonctions techniques sont neutres et que répondre aux exigences sociales du capitalisme en réduirait l'efficacité. Le capitalisme ne respecterait donc pas les normes techniques dans sa poursuite du pouvoir et de la richesse. Cette formulation maintient une forte ligne de démarcation entre la technologie "en soi"--les machines elles-mêmes-- et son application défectueuse sous le capitalisme. Elle est donc compatible avec la critique des produits et des processus de la technologie.

Mais si c'est vraiment ce que Marx pensait, qu'allons nous faire de son affirmation que la science "est l'arme la plus puissante pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques de la classe ouvrière contre l'autocratie du capital?" (Marx, 1906: I, 475). Et encore, "qu'il serait possible d'écrire une riche histoire des inventions, faite depuis 1830, dans le but unique de fournir au capital des armes contre les révoltes de la classe ouvrière" (Marx, 1906: I, 476). Ces passages semblent indiquer que la technologie est formée dans sa conception technique et son développement par les objectifs sociaux du capital, en particulier par la nécessité de maintenir une division du travail permettant de dominer la main-d'oeuvre.

La présence de passages comme ceux-ci devrait renvoyer les commentateurs aux textes de Marx sur la distinction entre la technique et le social. Peut-être qu'il n'a pas voulu dire que ces deux dimensions de la production sont indépendantes l'une de l'autre, l'une se manifestant dans des outils neutres, l'autre dans les intérêts de classe capitalistes. Il y a une autre explication possible où il s'agirait de fonctions condensées dans les critères de la conception technique capitaliste, qui vise simultanément des objectifs sociaux et techniques. Cette interprétation expliquerait l'affirmation de Marx que l'innovation technique capitaliste sert l'intérêt spécifiquement capitaliste à maintenir sa domination sur la main-d'oeuvre tout en servant également l'intérêt générique à maîtriser la nature.

Pour récapituler, cette critique de la conception technique propose que le progrès technologique réalise des avances d'utilité générale, mais la forme concrète dans laquelle ces avances sont réalisées est complètement déterminée par le pouvoir social sous lequel elles se produisent et garantit qu'elles servent également les intérêts de ce pouvoir.

Selon cette vue la technologie est une variable dépendante dans le système social, que forme à ses fins la classe dominante, et qui pourrait être remodelée à d'autres fins sous une nouvelle hégémonie.

Cette vue trouve maintenant des échos dans la théorie du processus du travail. Les recherches de David Noble sur l'histoire des machines-outils numériquement commandées offre un exemple particulièrement clair d'une critique de la conception

technique. La forme initiale du contrôle numérique utilisa un système de "record/playback" qui facilita le travail des opérateurs spécialisés, enregistrant leurs mouvements sur une bande magnétique qu'on utilisait pour engager l'équipement dans une répétition exacte de l'ordre désiré des mouvements. General Electric fut incapable de lancer ce système sur le marché, et par la suite l'abandonna en faveur de la programmation numérique des machines-outils.

Il a fallu beaucoup d'années pour développer cette technologie ainsi que d'immenses investissements, surtout par les militaires, mais elle avait un avantage significatif sur le marché par rapport au système du "record/playback": elle promettait l'élimination du travail qualifié à l'usine. Les dirigeants trouvaient l'idée d'obtenir un contrôle total si séduisante qu'un consensus s'établit pour préférer les systèmes numériques, longtemps avant que ceux-ci aient fait leurs preuves et même après qu'il devint évident qu'ils ne produisaient pas les économies et les hausses de productivité attendues.

L'argument de Noble réfute la notion instrumentaliste de la neutralité de la technologie en montrant le fonctionnement réel d'un choix technique important. Ce choix-là défia la logique économique et technique conventionnelle et par contre fit ressortir le pouvoir de ce qu'il appelle "l'idéologie de la gestion," qui oriente le développement vers l'alternative technique qui promet d'augmenter le pouvoir gestionnaire indépendamment des conséquences sociales et même en dépit de problèmes économiques significatifs. Noble explique ce résultat comme la conséquence de cette recherche du contrôle parfait profondément enracinée dans l'organisation capitaliste de la production (Noble, 1984: Partie II).

Nous aurons à clarifier plus tard dans d'autres chapitres le concept très difficile de la "condensation" des fonctions techniques et sociales dans "le code technique" qui régit le design. L'utilisation du terme "idéologie" par Noble fait un geste vers une telle description qui n'est pas tout-à-fait satisfaisante. Sa conclusion, par exemple, semble suggérer que les dirigeants ayant une idéologie socialiste auraient maintenu l'approche "record/playback." Mais de toute évidence la question n'est pas que les dirigeants de G.E. avaient de mauvaises idées politiques. C'était leur compréhension des problèmes techniques qui était partielle, et les dirigeants socialistes prendraient les mêmes décisions s'ils avaient la même compréhension, comme c'est souvent le cas.

Mais en dépit de ce problème, l'exemple du Noble montre la signification de la vue de Marx selon laquelle différents contextes sociaux peuvent mener à des voies différentes du développement industriel. Noble a ici identifié un cas spécifique: l'automatisation des machines-outils était sous-déterminée d'un point de vue purement technique, et ce fut donc l'application des critères sociaux du progrès qui décidèrent de son avenir.

Socialisme et la classe ouvrière

Marx affirme que l'intérêt à long terme de la classe ouvrière est d'abolir la division du travail intellectuel et manuel et le système salarial correspondant. Cet intérêt finira par déterminer la transformation de la technologie dans la phase avancée du communisme. C'est pourquoi, pour Marx, le contrôle de l'industrie n'est pas simplement une question économique; il signifie également le contrôle de l'histoire. La classe qui décide du cours du progrès industriel déterminera l'avenir à partir du présent.

Ce schéma renvoie le changement technologique fondamental à l'avenir tout en le rendant inévitable en l'enracinant dans les intérêts fondamentaux de classe. Puisque les intérêts se développent à partir des rapports de classe aux moyens de production, on peut les définir objectivement, indépendamment de ce que les membres de la classe en pensent. Quant à la base fondamentale de la conception technique, il ne s'agit pas de ce que préfère tel individu ou tel groupe; il s'agit de déterminantes essentielles de l'identité de classe. Les intérêts capitalistes produisent une division du travail et une conception du progrès technique incompatibles avec le plein développement de l'individualité des travailleurs. Un pouvoir ouvrier avancerait leurs intérêts en créant une société industrielle favorable au développement individuel. Les capitalistes doivent imposer une division du travail que seuls les travailleurs peuvent surmonter.

Marx avait d'abord supposé que le capitalisme ne pouvait satisfaire les besoins essentiels de nourriture et d'abri des travailleurs que de façon insuffisante et intermittente. Dans la mesure où l'organisation capitaliste du travail est également incompatible avec l'intérêt humain des travailleurs à développer pleinement leur individualité, leurs besoins essentiels ne seront satisfaits que lorsque les obstacles à leur développement humain seront éliminés. Plus tard, la théorie "d'immisération relative" a identifié la possibilité d'un niveau montant de revenus sans considérer les implications de cette reformulation pour une conception déterministe du socialisme. L'affirmation que l'appauvrissement de la classe ouvrière est relatif n'est qu'une façon négative de dire que sous le capitalisme le sort des travailleurs s'améliore graduellement. S'il en est ainsi, le socialisme n'est pas le seul système à représenter les intérêts des travailleurs; ils peuvent également "améliorer leur sort" sous le capitalisme (Przeworski, 1985: 237ff).

Néanmoins, les sciences sociales ont fourni beaucoup de preuves que les travailleurs sous le capitalisme sont mécontents du processus du travail conçu pour maintenir le contrôle plutôt qu'en fonction des besoins des travailleurs (*Work in America*, 1973). Cette situation pourrait pousser les travailleurs à exiger une transformation du système de la production. Et il n'y a que les travailleurs pour favoriser la fin du contrôle par le haut, puisque de tels changements sont subversifs de toute manière organisation de l'économie en dehors du processus du travail lui-même. Ainsi le socialisme ne peut se constituer que par le contrôle ouvrier et non pas, par exemple, par une dictature éclairée de marxistes.

L'idée qu'il y a un lien nécessaire entre les intérêts de la classe ouvrière, la qualité du travail, et l'évolution de la société industrielle ne convainc pas dans la formulation déterministe originale, mais elle peut être reconceptualisée plus modestement en tant que théorie de l'impact possible de différentes cultures économiques sur le développement technologique. Selon cette approche, ce développement est déterminé par des facteurs culturels aussi bien que techniques.

Tenant compte de ces considérations, nous pouvons reformuler la théorie de Marx de la transition en termes idéal-typiques. Il n'est pas question de montrer que la classe ouvrière au pouvoir garantirait une évolution socialiste de la société. Ce qui est intéressant c'est la possibilité que les travailleurs dans une société socialiste déterminée *pourraient* choisir un avenir technologique original correspondant dans ses contours principaux à la transition marxienne. Une compréhension réelle des travailleurs de

leurs propres intérêts *pourrait* motiver l'adaptation de la technologie aux objectifs socialistes où elle ressemblerait aux " intérêts " hypothétiques que Marx leur attribue.

Critique et transition

Nous pouvons maintenant donner un aperçu de deux marxismes plutôt différents (Gouldner, 1980). Dans la version que critique Bell, le marxisme est une forme de déterminisme technologique. La théorie maximum de Marx de la crise capitaliste inévitable est associée à la critique de la technologie visant produits et processus pour produire une vision optimiste de l'avenir où le prolétariat entraîné par l'élan du progrès technologique remporterait une victoire certaine. On élimine les éléments qui ne s'accordent pas avec cette théorie, comme la critique de Marx de la division capitaliste du travail et de la conception technique.

L'alternative critique à cette version du marxisme affirme que la société industrielle ne peut pas être démocratisée par un changement purement formel de la propriété du capital parce que l'héritage technique est particulièrement bien adapté au contrôle hiérarchique. Les aspects non-démocratiques de la technologie capitaliste et de la division du travail devront également être transformés. On ne peut donc pas fonder la politique de la transition sur la distinction classique entre la base et la superstructure, parce qu'après la révolution socialiste il faudra reconstruire la technologie tout comme l'Etat, la justice et autres institutions héritées de la société capitaliste. Ce ne sont pas les lois immanentes du développement technologique qui détermineront cette reconstruction, mais au contraire des choix sociaux et politiques. Les partisans de cette version auront également à ne pas tenir compte des propos de Marx qui semblent approuver une transition au socialisme à deux phases, qui maintiendrait la division capitaliste du travail et de la technologie correspondante pendant une période prolongée.

Chose étonnante, alors, la théorie radicale n'a pas attendu Daniel Bell pour critiquer l'importance soi-disant exclusive du marxisme accordée à la propriété et l'exploitation. L'attaque de Bell contre le marxisme avait déjà été anticipée bien longtemps avant par Marx lui-même. Cependant, en fin de compte, l'erreur que fait Bell dans son interprétation du marxisme en tant que théorie déterministe de la redistribution économique n'est pas arbitraire. Elle a des racines dans la théorie de la transition au socialisme et l'application de cette théorie dans les sociétés communistes.

Pour reprendre mes propos ci-dessus, le marxisme traditionnel renvoie le changement technologique radical à "la phase avancée" du socialisme, à un avenir bien lointain, et le peu que Marx dit au sujet de la politique de la transition fait complètement abstraction des implications de sa propre critique de l'industrialisme. Après avoir saisi l'Etat, les travailleurs nationaliseront l'industrie, planifieront la production, et favoriseront l'évolution rapide des forces productives. Cette vue de la transition implique une position sur la technologie pas très différente de celle que Bell attribue à Marx, une position qui peut être jugée en partie responsable de la déradicalisation des mouvements socialistes.

Comment Marx pouvait-il ne pas avoir pris en considération sa propre critique de la technologie en concevant sa théorie de la transition au socialisme ? Comment les marxistes au pouvoir ont-ils pu persister dans l'erreur une fois confrontés à la résistance des travailleurs à l'imposition d'un système de contrôle par le haut ? Il faut se rappeler

que Marx propose non seulement une théorie de la propriété capitaliste mais aussi une théorie du processus du travail sous le capitalisme. La première théorie critique la propriété privée en tant qu'obstacle à la rationalisation économique, tandis que l'autre offre une critique parallèle du capitalisme en tant que technologie sociale de la domination. La coexistence de ces deux "moments" du pouvoir capitaliste est due à la concentration de la propriété et de "l'appropriation", ou du contrôle, chez les mêmes personnes.

Selon Etienne Balibar, Marx avait du mal à distinguer entre ces deux aspects de sa théorie parce que sous le capitalisme la propriété et le contrôle impliquent tous deux la "séparation" de l'ouvrier des moyens de production. Le rapport entre ces deux types de "séparation" est peu clair dans ce vocabulaire (Balibar, 1965, II, 210 ; Poulantzas, 1968 : I, 20-24). Logiquement, la transition au socialisme exige de réunir les travailleurs avec les moyens de production dans les deux sens du terme. Mais les textes théoriques tels que *Le capital* n'indiquent pas ce qui est fondamental, tandis que les écrits programmatique et historique en général mettent l'accent sur le système de propriété et le rôle de l'Etat qui le soutient. Ces écrits-là ont influencé le marxisme jusqu'à tout récemment, avec le résultat qu'il a cessé d'être concerné par une des formes les plus fondamentales du pouvoir dans les sociétés industrielles, y compris les sociétés communistes.

Bien qu'il se rendît compte des tendances menant aux formes bureaucratiques modernes de l'organisation sociale, telles que la séparation de la gestion et de la propriété, Marx croyait qu'il pouvait attaquer le contrôle par le haut en attaquant la propriété privée en tant que condition légale pour l'exercice de ce contrôle. Mais l'évolution des sociétés industrielles a séparé la forme légale de la propriété du système effectif de l'autorité bien plus complètement qu'il ne l'avait prévu. Le développement historique a prouvé qu'aucune transition au socialisme n'est possible sur la base d'une organisation capitaliste du travail, et que la planification ne peut pas remplacer le contrôle ouvrier comme expression de la volonté des producteurs.

Aujourd'hui l'aspect économique de l'argument de Marx est éclipsé par sa sociologie de l'organisation, qui s'applique plus généralement qu'il ne pouvait prévoir, non seulement aux rapports sociaux capitalistes mais à une variété de formes de l'administration bureaucratique capitaliste et communiste. Le reste de ce chapitre considère les conséquences de ces ambiguïtés pour la théorie de la transition au socialisme.

Contradictions de la Transition

Le concept de l'ambivalence

Selon la théorie marxiste de la transition au socialisme, la révolution, comme Archimède, peut faire bouger le monde si seulement elle a sa place à elle. Cette "place" est la base institutionnelle et technologique que le socialisme a hérité du capitalisme

Voici les exemples les plus importants de tels héritages :

1. Les institutions politiques telles que le vote, repris de la république bourgeoise, servent de base à un Etat socialiste démocratique. Cet Etat socialiste n'est pas une fin en soi mais simplement un moyen d'arriver à la suppression totale de l'Etat.

2. Même une institution capitaliste fondamentale telle que le système salarial est réformée et maintenue pendant la transition en tant qu'étape vers le but socialiste de la distribution selon les besoins.

3. La gestion capitaliste, subordonnée à la volonté "des producteurs rassemblés," est employée pour faire marcher l'industrie pendant la transition à un nouveau type de société industrielle qui dépassera la division du travail intellectuel et manuel.

4. La technologie de l'aliénation reprise du capitalisme est utilisée comme moyen pour la production d'un appareil technologique différent, une technologie de la libération dans laquelle le travail deviendra "le besoin vital primordial."

On ne peut pas expliquer ces exemples en prenant comme hypothèse la neutralité des moyens. Un moyen peut seulement être "neutre" par rapport à des objectifs qui tombent sous l'horizon des objectifs qu'il est supposé accomplir. Mais la transition au socialisme concerne la possibilité de transformer l'horizon lui-même, c'est-à-dire, de développer un cadre pour l'accomplissement d'objectifs n'ayant pas de moyens existants pour le faire. Ainsi la question n'est pas de savoir quelles sont les fins différentes que peut directement servir telle ou telle institution ou technologie, mais quels sont les nouveaux moyens institutionnels ou technologiques dans un ordre culturellement et techniquement possible menant d'un type de société industrielle à un autre type tout à fait différent. J'appellerai cette nouvelle relation l'ambivalence des moyens par rapport aux projets civilisationnels.

Le concept de l'ambivalence dépend de la distinction entre la production et la reproduction. Le régime socialiste non seulement contrôle la production de jour en jour, ce qui au départ ne peut se faire qu'avec des moyens hérités, mais également la reproduction sociale à long terme au cours de laquelle cet héritage pourra se plier à de nouveaux objectifs. Par exemple, on pourrait restructurer la technologie tout en utilisant les machines développées sous le capitalisme pour produire une nouvelle génération de machines adaptées aux objectifs socialistes. Le pouvoir de classe détermine lesquelles des potentialités ambivalentes de l'héritage seront réalisées. Un pouvoir non-démocratique comme celui de la classe capitaliste, élimine les innovations institutionnelles et techniques qui menacent son contrôle. Puisque sous le socialisme les travailleurs sont au pouvoir, ils peuvent changer la nature même de la technologie qui, pour la première fois dans l'histoire, est la préoccupation d'une classe dominante s'intéressant à la démocratie sur le lieu de travail.

La théorie de l'ambivalence résout le dilemme opposant le réalisme politique à l'utopie en identifiant les matières premières du socialisme parmi les héritages du capitalisme. Elle affirme la possibilité d'un passage du capitalisme au socialisme. En ce qui concerne la technologie, il est difficile d'imaginer une alternative à un processus ambivalent de changement. Une nouvelle technologie toute pure ne peut pas sortir du front en sueur du prolétariat comme Athènes sortit du front de Zeus.

Mais les critiques de gauche du marxisme affirment à partir de l'évolution réelle de l'Union Soviétique, que la continuité de la domination n'est pas interrompue mais perpétuée par l'utilisation des moyens hérités. Cette critique est injuste. Dans ce qui suit, je proposerai qu'en fait la théorie de l'ambivalence de Marx n'a jamais été mise à l'épreuve en Russie. Le cours du développement soviétique n'est pas dû aux ambiguïtés théoriques mais plutôt à l'utilisation irréfléchie des méthodes et de la technologie

occidentales pour soutenir une politique autoritaire de modernisation. Ce processus travestit l'idée de l'ambivalence et la transforma en une doctrine de l'Etat idéologique. Comme tant d'éléments dans le marxisme, la théorie de l'ambivalence peut encore nous intéresser aujourd'hui à condition de la dissocier de ces déformations. Le but de la théorie n'est pas apologétique mais stratégique et consiste à guider l'évolution des institutions, de l'équipement, et des techniques développées sous le capitalisme vers de nouvelles formes socialistes. On peut se faire une idée approximative des changements techniques nécessaires à partir de la critique de la conception technique de Marx et de sa théorie du processus du travail. Mais il n'a pas su développer une description cohérente du processus de changement.

De la révolution sociale à la révolution politique

La révolution socialiste est un projet conscient de par sa nature même. Pour être transformé, un héritage ambivalent doit être pris en charge par un acteur avec une volonté. Mais quel genre d'acteur est capable de créer une société socialiste ? Marx et Engels nous assurent que cet acteur est la classe ouvrière, mais cette réponse soulève encore d'autres questions. La volonté de classe, comment est-elle formée et appliquée ? Son activité peut-elle s'exprimer dans les formes définies par les institutions capitalistes, basées sur l'autonomie opérationnelle et le contrôle par le haut ? Si oui, comment l'auto-organisation de la classe peut-elle se distinguer de sa coopération aliénée dans la société capitaliste ? Sinon, quelles autres formes d'activité et d'organisation le socialisme implique-t-elle ?

Il n'y a aucune réponse claire à ces questions dans les écrits de Marx et de Engels, et la leçon principale de l'histoire du mouvement socialiste est négative, celle du Stalinisme. Pourtant il y a des allusions à une alternative positive dans certains écrits et expériences historiques. La réflexion sur ces indications suggère une manière de comprendre l'idée d'un processus ambivalent de changement.

La première tentative de Marx pour distinguer entre les sujets du socialisme et du capitalisme apparaît dans sa première critique de la Révolution Française. Dans l'essai de 1844, "Les notes critiques sur le roi de Prusse et la réforme sociale", Marx distingue entre l'action "politique" et "sociale", l'une représentant le contrôle par le haut, l'autre le contrôle par la base. Selon Marx, l'essence du socialisme est la dissolution de tout rapport de pouvoir dans la coopération libre, exactement à l'opposé du volontarisme "Jacobin". "Le principe de la politique est la volonté. Plus la pensée politique est unilatérale et donc plus perfectionnée, plus elle croit en l'omnipotence de la volonté, et plus elle est aveugle aux restrictions naturelles et spirituelles à la volonté, et plus elle est incapable de découvrir la source des maux sociaux" (Marx, 1967 : 350). Cette source est la sociabilité aliénée de la société capitaliste qui réunit des individus sous un pouvoir accablant qu'ils créent eux-mêmes inconsciemment.

Dans cet essai du début toute organisation aliénée autoritaire est identifiée à la "politique," qui ne peut donc pas libérer le prolétariat de l'aliénation. En fait, Marx affirme que la politique ne joue qu'un rôle négatif dans la révolution prolétarienne. La force s'oppose à la force et la contrainte est surmontée par la contrainte, mais : "Là où son activité organisationnelle commence, où son propre but et esprit émergent, là le socialisme jette la coque politique " (Marx, 1967 : 357). Les travailleurs ont besoin d'une

révolution "sociale" pour transformer consciemment leurs interactions aliénées afin de reprendre leurs "forces communes."

Le contraste entre une révolution politique et sociale nous renvoie à deux types de sujet différents, un sujet de volonté aliéné et un sujet "humain" qui a des besoins. Mais à ce point-là dans sa carrière, Marx n'a aucune idée très définie de ce que cette forme-là de subjectivité implique. Bien que scandalisé par les privations physiques du prolétariat, il ne veut pas fonder son argument sur les nécessités simplement naturelles d'un sujet animal. Dans les *Manuscrits de Paris*, Marx suggère une notion de la nécessité basée sur le développement et l'expression de potentialités spécifiquement sociales, mais le "but et l'esprit" du socialisme reste toujours une exigence abstraite quasi-morale.^[3]

L'idée de la révolution sociale en tant que dissolution de l'organisation politique aliénée autoritaire a influencé les écrits économiques ultérieurs de Marx, inspirant sa théorie du processus du travail (Mandel, 1967 : 172). Cette théorie implique un nouveau sujet de production basée non pas sur le contrôle par le haut mais sur l'auto-organisation volontaire des "producteurs rassemblés." L'aliénation devra être surmontée par la suppression de la propriété privée et, finalement, par l'abolition de la division du travail intellectuel et manuel.

Chose étonnante, les écrits les plus importants de Marx sur la révolution, "La guerre civile en France," ne développent pas les implications de ses travaux économiques, mais manifestent un déplacement curieux. Nous avons vu que dans sa première discussion de la révolution sociale, la politique doit être remplacée par une activité "sociale" prolétarienne spéciale, mais Marx ne sait pas encore en quoi consistera cette activité. Dans ses écrits économiques, Marx a bâti les fondements d'une théorie de l'activité "sociale" en tant que désaliénation du système de production. Mais en 1871 quand il commence à reparler de la révolution sociale, il conclut qu'il s'agit-là de la désaliénation... de l'Etat.

La discussion de Marx de la Commune de Paris n'a subi qu'une influence formelle de sa critique de l'aliénation économique. Il ne parle pas des problèmes de production, mais plutôt élargit son attaque contre la rupture entre la conception et l'exécution dans l'économie pour inclure la division correspondante entre l'exécutif et le législatif, la politique et les opérations de l'Etat : "la Commune devait être un corps en fonction, pas un corps parlementaire, exécutif et législatif en même temps " (Marx, 1969 : 291). L'attribution claire de la responsabilité, la transparence des prises de décision, et la subordination totale des fonctionnaires aux électeurs limiteraient l'autonomie opérationnelle des représentants politiques. L'Etat continuerait à exister pendant la transition, mais dans le modèle que Marx tira de l'expérience de la Commune, il deviendra la direction politique d'un mouvement social.

Cette discussion prouve que les vues de Marx sont incompatibles avec un Etat à parti unique tel qu'il s'est développé en Union Soviétique. Mais quelles sont les implications de la théorie de Marx de la transition dans le cas de la pratique économique soviétique ? Paris n'était pas encore une ville industrielle majeure, et sa révolution ne dura que quelques mois. Dans le domaine économique, la Commune ne fit que supprimer des abus tels que le travail de nuit. Marx semble avoir conclu que "l'activité organisationnelle" du socialisme constitue une politique démocratique radicale, et ainsi

il nous laisse en suspens quant à la forme d'organisation économique et de travail qui devra remplacer la pratique capitaliste dans la première phase du socialisme.

Plus tard le socialisme libertaire appliqua la vue démocratique de la Commune de Marx à l'usine afin de récupérer sa première idée anti-étatiste de la différence entre la révolution sociale et politique. Mais en dépit de la cohérence interne du concept de la démocratie industrielle qui en resulta, Marx lui-même n'avait qu'une vague sympathie pour le contrôle ouvrier. Bien qu'il ait préconisé les coopératives industrielles et critiqué amèrement le caractère despotique de la gestion capitaliste, il n'a jamais insisté sur des changements immédiats dans l'exercice du pouvoir économique. Il y a cependant un passage dans lequel il note ironiquement que la gestion capitaliste n'est pas "accompagnée par cette division des responsabilités, tant approuvée par ailleurs par la bourgeoisie, ni accompagnée par le système représentatif encore plus approuvée" (Marx, 1906 : I, 463-464).

Ces hésitations se reflètent dans l'essai de Engels au titre quelque peu inquiétant "De l'autorité," qui affirme la nécessité de maintenir une gestion séparée sous le socialisme. Ce texte, peut-être en raison de son titre, a été souvent interprété comme autoritaire, mais en fait Engels fait un geste ici vers une certaine démocratie sur les lieux de travail. À un moment il dit que des problèmes de production peuvent "être réglés par la décision d'un délégué placé à la tête de chaque branche de travail ou, si possible, par un vote majoritaire..." (Engels, 1959 : 483). À un autre moment il mentionne la nécessité "d'une volonté dominante qui réglerait toutes les questions subalternes, que cette volonté soit représentée par un seul délégué ou un comité chargé de l'exécution des résolutions de la majorité des personnes intéressées" (Engels, 1959 : 484). La forme conditionnelle de ces remarques indique clairement que la démocratie sur les lieux de travail est souhaitable dans des limites pratiques, mais n'est pas une question de principe.

Après avoir découvert l'importance centrale de la division du travail, pourquoi Marx et Engels n'ont-ils pas proposé une stratégie anti-autoritaire de résistance au travail qui surgirait spontanément autour de la lutte de classe dans l'usine ? Une telle théorie aurait donné un contenu concret à l'idée d'une "activité organisationnelle" spécifiquement socialiste animée par un "but et un esprit originaux." Elle aurait clarifié la distinction entre le sujet volontariste du contrôle capitaliste, et le sujet nécessaire de la coopération socialiste.

S'ils avaient proposé une telle stratégie, ils auraient anticipé un modèle récurrent de lutte dans les sociétés industrielles qui débuta avec la formation des conseils de travailleurs ("Soviets") dans la Révolution Russe de 1905. Dans la brève période après la première guerre mondiale, quand les travailleurs se mobilisèrent pour saisir le pouvoir dans l'ensemble de la Russie, de l'Europe centrale et de l'Italie du Nord, ces conseils menèrent des grèves générales accompagnées d'occupations d'usine et dans certains cas de reprise partielle de la production sous contrôle ouvrier. En dépit des tentatives de plusieurs théoriciens pour prouver que pareilles activités sont spécifiques d'une phase artisanale dépassée, des luttes comparables ont eu lieu aussi récemment qu'à l'époque des événements de Mai 1968 en France et du mouvement ouvrier italien vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix.

On peut supposer que l'incapacité de Marx à formuler une telle stratégie était due à la difficulté d'imaginer une transformation constructive des pratiques techniques. A

l'époque de Marx, il n'y avait aucune lutte radicale pour surmonter l'aliénation sur les lieux de travail comparable à celle de la Commune de Paris. Puisque Marx refusa de s'engager dans la spéculation utopique, sa critique de l'usine est en gros restée négative et sa projection de la désaliénation technique dans "la phase avancée" du socialisme ne semble pas avoir eu d'implications politiques pour le présent.

Puisqu'il n'a produit aucun document convaincant et persuasif sur la désaliénation des lieux de travail, la critique de Marx du processus du travail a été rapidement oubliée, éclipsée par son attaque contre l'autre aspect du pouvoir capitaliste, la propriété, et par la solution qu'il proposa, la nationalisation de la propriété capitaliste par un Etat démocratisé. Il y avait après tout des précédents dans les révolutions française et américaine pour la transformation consciente des pratiques et des institutions politiques. Ainsi tout en faisant allusion à la possibilité de démocratiser l'économie, Marx et Engels comptent surtout sur une stratégie de désaliénation politique radicale pour amorcer la transition.

En conséquence, quand les conseils ouvriers émergèrent finalement comme l'équivalent industriel de la Commune, pratiquement personne ne remarqua à quel point ils unissaient les théories de Marx de la révolution sociale et sa critique du processus du travail. Les révolutionnaires russes victorieux n'avaient pas d'autre ambition que de faire marcher et d'agrandir l'appareil industriel hérité du capitalisme. Quand ils constatèrent que les premières expériences avec le contrôle ouvrier en réduisaient l'efficacité, ils n'essayèrent pas d'adapter les conditions de la production aux nouvelles conditions sociales mais au contraire ils réintroduisirent rapidement la "gestion à dirigeant unique".[\[4\]](#)

Ces mesures étaient motivées moins par une théorie que par une situation de crise. Mais peu après le principal théoricien allemand de la propriété sociale, Eduard Heimann, pouvait écrire que "l'introduction des conseils d'usine n'a conceptuellement rien à voir avec la socialisation " (cité par Kellner, 1971: 132). Les dirigeants communistes finirent par croire aux impératifs de la technologie et de la division du travail existants. Ils définirent le capitalisme comme une forme de propriété, et ils identifièrent son mode d'appropriation aux impératifs techniques généraux de la production industrielle. Le contrôle économique autoritaire semblait tout aussi nécessaire à la plupart des socialistes qu'aux capitalistes avant eux.

Les hésitations et les ambiguïtés de la théorie marxiste de la transition ont été finalement résolues par l'insistance sans compromis sur le contrôle par le haut. Le sujet de la révolution s'avère n'être que politique après tout, et sa volonté est la loi. Les exigences de la planification économique s'harmonisent avec cette insistance: il semble évident que la planification de l'investissement nécessite un système de commandement basé sur l'évaluation scientifique des besoins sociaux. En effet, pour toute une génération la création d'une économie planifiée apparaît comme la condition sine qua non du socialisme quelles que soient les modalités du pouvoir.

À l'extrême de cette vue autoritaire il y a des idées exotiques telles que la proposition de Trotsky pour la "militarisation" de la main-d'oeuvre soviétique. Si le capital est alloué scientifiquement par le haut, pourquoi pas le travail aussi? (Anderson, 1963 : 140-147). Un système pas très différent de cette proposition de Trotsky a été mis en place par la suite en Russie. Avec le passage du temps, on finit par considérer la disparition de cette libre circulation, qui était pour Engels la base de l'indépendance

intellectuelle de la classe ouvrière, comme un élément intrinsèque de l'héritage socialiste (Engels, 1970 : 22-23).

Revoir la transition

Bien que le cas russe ne puisse pas être considéré comme un véritable test de la théorie marxienne de la transition au socialisme, il met en évidence la tension cachée dans cette théorie. Selon cette théorie, l'autonomie opérationnelle de la prise de décision est à la base du pouvoir aliéné aussi bien dans l'économie que dans l'Etat. Elle est institutionnalisée dans des systèmes de représentation politique et gestionnaire que le socialisme hérite du capitalisme. On peut utiliser ces systèmes en période de transition en réduisant l'autonomie des représentants par de nouvelles procédures plus démocratiques. Cette stratégie désaliénante semble le mieux s'appliquer à l'Etat, alors qu'une transformation comparable de l'économie serait bloquée par la division héritée entre le travail intellectuel et manuel. Marx et Engels renvoient donc cette transformation-là à un avenir lointain.

A partir de ces prémisses marxiennes Lénine commence par proposer l'abolition de l'administration professionnelle de l'Etat. En même temps, avec la circonspection marxienne typique concernant les questions techniques, il voit les soviets d'usine moins comme des instruments de démocratie économique que comme la base de légitimation de l'Etat. Le résultat de cette tentative d'appliquer la théorie de la transition est désastreux : aussitôt supprimée, l'administration professionnelle de l'Etat se reconstitue, et les soviets, réduits à un rôle en grande partie symbolique, ne fournissent jamais le cadre pour démocratiser ni la politique ni l'économie. La transition est bloquée. Ce résultat semble confirmer les prévisions les plus sombres de bureaucratisation universelle de Weber.

Le cas soviétique montre que l'émancipation socialiste dans le sens de Marx ne peut pas consister en l'application d'une politique, aussi "socialiste" qu'elle soit, par les nouveaux sujets de l'autonomie opérationnelle accumulée du capital. De tels acteurs se trouvent précisément dans la position du capitaliste, obligés d'utiliser des moyens de répression semblables pour extraire la main-d'oeuvre d'une classe ouvrière peu disposée à l'offrir. La solution au problème d'exercer le pouvoir par le haut est contenue dans la division du travail même que Marx critique, et ainsi n'importe quel système basé sur le contrôle par le haut reproduira inévitablement cette division du travail, quelle que soit sa politique ou son objectif apparents.

Cette conclusion est illustrée par le destin de l'Union Soviétique, piégée entre l'idéologie socialiste et un héritage capitaliste. Dans la théorie, l'idéologie était censée instrumentaliser l'héritage, la subordonnant aux objectifs socialistes, mais dans la pratique la nouvelle élite soviétique fut incapable de mener à bien d'une façon cohérente ni le projet socialiste ni le projet capitaliste. L'idéologie socialiste l'empêcha d'exécuter un projet civilisationnel capitaliste quoiqu'elle occupasse le poste du capital qu'elle avait exproprié des groupes au pouvoir précédents. Mais elle fut également incapable de créer une société socialiste. En consolidant son pouvoir, le régime "socialiste" supprima le processus créateur du changement civilisationnel. Il ne lui resta qu'à mettre en place les "politiques" socialistes là où elles étaient compatibles avec un pouvoir enraciné dans des rapports sociaux capitalistes.[5]

Puisque l'administration aliénée offre la solution générale au problème de faire marcher une société industrielle par le haut, le système soviétique fut condamné à converger de plus en plus vers les sociétés capitalistes qu'il essaya de dépasser. Cette convergence relative n'est pas tellement un effet intrinsèque de la modernité mais de l'impossibilité de créer une forme véritablement nouvelle de civilisation sur la base de vieilles méthodes d'organisation. Il n'est pas étonnant qu'après avoir adopté ces méthodes, la société soviétique ne put résoudre ses problèmes sociaux et économiques qu'en suivant les traces des nations capitalistes avancées. L'évolution réelle de l'Union Soviétique confirme que le socialisme ne peut pas s'imposer par la loi et le fiat administratif. Le socialisme n'est pas une politique, mais un mouvement de changement social qui ne peut se constituer que par la base.

Le fait de ne pas avoir confronté théoriquement cette question apparaît comme une contradiction interne étrange dans l'idée même de transition au socialisme. Ni les écrits de Marx et de Engels, ni ceux de Lénine n'offrent une théorie satisfaisante de l'utilisation ambivalente de l'héritage économique et technique capitaliste. En conséquence, le marxisme ne donne pas de compte rendu du lien historique entre la théorie de l'Etat socialiste dans la première phase du socialisme et la théorie du dépassement de la division du travail intellectuel et manuel dans "la phase avancée" du socialisme. La confusion devient claire dès qu'on compare les deux écrits principaux de Marx sur la transition, "La guerre civile en France" et "La critique du programme de Gotha." Ces textes offrent deux scénarios de la révolution entièrement indépendants qui coexistent dans une tension qui n'est pas résolue dans les projections marxistes de l'avenir. Dans les réflexions de Marx sur la Commune de Paris, la transition apparaît comme un processus purement politique, alors que ses commentaires sur le Programme de Gotha soulignent l'importance de surmonter la division du travail intellectuel et manuel. D'un côté, le mouvement socialiste s'engage dans une transformation sociopolitique, de l'autre, il attend le progrès technologique. On ne nous dit pas comment les deux côtés sont liés, et en fait la division du socialisme en "phases," l'une caractérisée par la lutte politique, l'autre par le changement technologique, isolent ces deux aspects du processus l'un de l'autre.

Dans *Etat et révolution*, Lénine copie fidèlement l'incohérence de Marx, et présente le passage au communisme deux fois. D'une part, il décrit la transition comme le résultat à court terme de la victoire prolétarienne dans la lutte pour maîtriser l'appareil administratif resté bourgeois et hérité du capitalisme. Lorsque l'autogestion prolétarienne aura été réalisé, l'Etat sera dépassé et se dissoudra dans la masse (Lénine, 1967 : II, 345). D'autre part, Lénine suit *La critique du programme de Gotha* à la lettre en affirmant que le passage au communisme exige une transformation technologique, parce que tant que le travail sera odieux et les marchandises rares, l'Etat sera nécessaire pour imposer la distribution selon le mérite (Lénine, 1967 : II, 342). Quel est le lien entre ces deux formes de passage ? Qu'est ce qui en garantira la coordination dans le temps ? En fait, dans la conception de Lénine la lutte politique pour la phase avancée du socialisme semble être excessivement raccourcie, alors que le progrès technique qu'il prévoit est imprévisible.

Cette distinction radicale entre la politique et la technologie est tout à fait non-marxienne. Les deux "phases," correspondant à la désaliénation politique et technologique, ne reflètent pas tellement de vraies périodes historiques mais plutôt une

tension théorique non résolue. Marx est peu clair sur le rôle de transition des bases complémentaires du pouvoir, de la propriété et du contrôle capitaliste. Cette tension non résolue se dissimule derrière l'historicisation du rapport entre la fin de la division capitaliste du travail et de l'expropriation du capital par l'Etat.

Cependant tout cet édifice théorique précaire offre un autre possibilité qui, à la lumière de l'expérience historique, semble beaucoup plus sensée. Dans cette conception alternative, la transition est conçue comme une période prolongée de lutte démocratique autour de la technologie et de l'administration afin de mettre sous le contrôle social les couches sociales situées dans le poste du capital. Le socialisme réduirait petit-à-petit l'autonomie opérationnelle du personnel gestionnaire et des experts et reconstruirait le processus du travail divisé et disqualifié qu'ils dirigent. Ce processus serait le contenu essentiel de la transition, non pas une utopie lointaine.

Les limites du marxisme

Marx fit la grande découverte que la technologie est une médiation universelle de la vie sociale dans la société industrielle moderne. Il a également compris que les travailleurs sont stratégiquement placés pour modifier cette médiation et pour créer un type de société fondamentalement différent où le travail favoriserait le développement individuel au lieu de le supprimer. A partir de cette prémisse Marx a un raisonnement clair et persuasif menant à la conclusion que le capitalisme doit disparaître. Si l'on réduit l'autonomie opérationnelle de la gestion industrielle et qu'on change la conception technique pour favoriser la démocratie, les entreprises ne pourront plus être contrôlées par des propriétaires privés et ainsi cesseront de rapporter du profit. La propriété sociale est la réponse logique à cette situation.

Cependant, il n'est plus possible d'être d'accord avec Marx que l'opposition à la société existante est principalement la mission de la classe ouvrière, et que la meilleure façon d'atteindre ses objectifs est de saisir le pouvoir de l'Etat. Quoique la plupart des personnes soient maintenant des employés, leurs intérêts communs en tant que tels ne l'emportent pas sur toutes les autres préoccupations. Par conséquent des luttes émergent autour de beaucoup de questions, toutes traversées par des médiations techniques, mais dont fort peu d'entre elles concernent des problèmes du travail. La lutte des travailleurs en fait n'est pas la seule "activité organisationnelle" qui corresponde à la critique de Marx de l'industrialisme moderne. Et "renverser l'Etat" n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes des sociétés avancées.

Marx a confondu l'apparition de la médiation technique universelle avec la création d'un sujet social compact qui serait capable de diriger l'Etat dans l'intérêt universel. Il s'est détourné de la technique vers la scène politique où agissent les classes et y jouent leur rôle. Par la suite, les marxistes ont fini par considérer la politique de la technologie comme simplement une autre "question" dans la lutte des classes. Mais maintenant il est clair que la politique technique n'est pas une lutte contingente d'une classe particulière, mais plutôt une forme fondamentale de la résistance qui se trouve au coeur de beaucoup de types de lutte sociale dans les sociétés avancées.

De ce point de vue la classe ouvrière semble être engagée dans une lutte sectorielle parmi beaucoup d'autres. La théorie des "nouveaux mouvements sociaux" salue avec satisfaction la relégation des problèmes de la classe ouvrière, qui étaient en tête de liste, à un des griefs parmi beaucoup d'autres. Mais il est important de ne pas voir dans la

faiblesse actuelle du mouvement ouvrier classique un argument pour soutenir que les questions qui la préoccupaient avaient elles aussi peu d'importance. Qu'aucun mouvement, y compris le mouvement ouvrier, ne totalise toutes les luttes sociales est maintenant un principe théorique bien établi, mais ceci ne signifie pas que les questions de classe soient démodées ou réactionnaires.

Dans une société industrielle, les problèmes du monde du travail ont une portée si grande qu'il est difficile de concevoir des progrès sociaux fondamentaux qui ne les prendraient pas en considération. En outre, étant donné le poids stratégique de l'industrie dans l'organisation des Etats modernes, le contrôle de la production est une source de pouvoir dont il faut absolument tenir compte. C'est pourquoi il est toujours nécessaire de poser le problème de l'hégémonie capitaliste et également pourquoi aucun changement fondamental ne peut se produire sans le renouvellement des formes de politique de classe à côté des mouvements sociaux innovateurs des années récentes.

L'histoire racontée dans ce chapitre implique un changement fondamental de perspective. J'ai exposé le lien entre l'appel audacieux de Marx pour une transformation totale de l'Etat, et sa timidité relative face aux enjeux techniques de la révolution. Ici le refus de l'attaque la plus radicale du marxisme contre l'Etat pourrait apparaître comme une retraite. Mais notre histoire suggère une conclusion différente : la désaliénation de l'Etat n'est pas la scène de luttes efficaces pour changer la civilisation capitaliste. Quand Marx abandonna sa notion originale de révolution sociale pour souligner de façon plus conventionnelle l'importance de la politique, ce fut la retraite originale dont le mouvement socialiste ne s'est toujours pas remis. Ce changement imposa à l'Etat des tâches beaucoup trop ambitieuses: ou bien il les abandonna à un managerialisme social démocrate ou bien il les exécuta à partir d'excès volontaristes et terreur d'Etat. Une voie différente s'ouvre dès qu'on repense l'Etat socialiste comme Marx le concevait à l'origine, non pas comme le salut de l'ensemble, mais comme un parapluie protecteur sous lequel la créativité sociale peut fonctionner au micro-niveau des institutions et des lieux de travail particuliers. Une nouvelle société ne peut naître que d'une immense multiplicité de telles activités, et non pas d'un plan imposé politiquement.

[1] Bien entendu, on n'ignore plus cet aspect de l'oeuvre de Marx. Il est étonnant que non seulement Bell mais toute une génération de Marxistes "orthodoxes" ait pu méconnaître l'importance de la discussion de 200 pages sur ces sujets dans la quatrième partie du volume I du *Capital*. Lire aussi Ali Rattansi, *Marx and the Division of Labour* (London: MacMillan, 1982).

[2] Wellmer (1974: chap. 2) Voir le choix de Hans Jonas (1984:186) d'un sous-titre significatif pour sa discussion de Marx: "La reconstruction de la planète Terre grâce à l'usage sans restrictions de la technologie."

[3] Marx (1963: 161-162). Pour un bon compte-rendu de la théorie politique dans les premiers écrits de Marx, voir Avineri (1968). Pour la question de la relation entre la raison et le besoin dans les premiers écrits de Marx, voir Feenberg (1986: chapitre 2).

[4] Sur la question de la gestion et de l'expertise en Union Soviétique, voir Azrel (1966): et Bailes (1978). Gvishiani explique le point de vue soviétique.

[5] Lénine définit le système russe comme "le capitalisme d'Etat sous la dictature prolétarienne", "une étape spéciale de la révolution sociale" qui n'avait pas été prévue dans la théorie socialiste. (Lenin, 1967: II, pp. 678-679.)